

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 22/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOLDING SOPREMA

14 rue de Saint-Nazaire

—

67100 Strasbourg

Références : 2025-318

Code AIOT : 0100027347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement HOLDING SOPREMA implanté 94 route de seurre 21200 BEAUNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pour objectif de contrôler la réalisation des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 1er mai et 16 décembre 2024 relatives au traitement des terres polluées présentes sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLDING SOPREMA
- 94 route de seurre 21200 BEAUNE

- Code AIOT : 0100027347
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SOPREMA de Beaune va accueillir une installation produisant de la ouate de cellulose à partir de déchets de papiers, de cartons, et de glassine. L'installation est enregistrée au titre des rubriques 2445 (transformation de papier, carton) et 2714 (tri, regroupement, etc. de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées par l'arrêté préfectoral du 1er mai 2024. Dans le cadre de la construction de l'usine, l'emprise du site a fait l'objet d'une gestion de terres polluées identifiées comme pouvant avoir un impact sanitaire sur les travailleurs en milieu intérieur (évaporation de composés organiques halogénés au droit de l'usine). L'exploitant a mis en œuvre un plan de gestion de cette pollution pour la déplacer et la confiner sur site.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Application de l'Arrêté Ministériel du 2/02/1998	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Respect de l'APC - surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
8	Respect de l'AP - ARR et dossier instruction servitude	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de l'APC - gestion des terres impactées	Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 1	Sans objet
3	Respect de l'APC - tri des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 2	Sans objet
5	Respect de	Arrêté Préfectoral du 16/12/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'APC - bilan quadriennal	article 3	
6	Respect de l'APC - ouvrages piézométriques	Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 4	Sans objet
7	Respect de l'AP - confinements	Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La solution mise en oeuvre répond aux dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 1er mai 2024 et de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 16 décembre 2024. Le site fera l'objet d'une surveillance pérenne des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'APC - gestion des terres impactées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 1 : Prescriptions concernant la gestion des terres impactées</u></p> <p>Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection, pour validation, sa proposition des modalités d'encapsulation comme mentionné au plan de gestion, ou tout autre mesure de confinement adaptée, permettant le respect de l'objectif du scénario n°1 du plan de gestion des pollutions du 03/07/2023, à savoir « limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines. »</p> <p>En complément du plan de gestion des pollutions du 03/07/2023, l'exploitant pourra utilement se référer aux recommandations du portail national « SelecDEPOL » (https://selecdepoul.fr/), qui précise notamment que le recouvrement des alvéoles doit être de type multicouche imperméable.</p> <p>L'exploitant met en œuvre cette solution dans un délai de 6 mois à compter de la validation de la proposition de l'exploitant par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <p>1) La note technique sur les prescriptions de la DREAL basée sur le rapport d'inspection du 17/11/2024 réf. 22063-4 version n°1 du 12/12/2024, et présentant notamment les seuils d'alerte relatifs aux résultats d'analyse des eaux souterraines.</p>

- 2) le rapport de missions DIAG - A200/A270 - **Diagnostic complémentaire de pollution** 22063-6 version 1 du 14/02/2024
- 3) le rapport de mission A320 : Mise à jour de l'analyse des enjeux sanitaires intégrant les résultats d'analyses sur les deux confinements 22063-9 - version n° 1 du 18/03/2025
- 4) le rapport de mission A330 - **Plan de Gestion des pollutions** 22063-9 - version n°6 du 24/03/2025
- 5) le rapport de missions : Maîtrise d'Œuvre - Phase PCT (Phase B130) 22063-9 version 1 du 10/04/2025
- 6) la note de synthèse suite aux travaux de terrassement des mailles, tri des déchets, remblaiement des mailles et évacuation hors site des déchets 22063-9 version n°1 du 18/06/2025
- 7) les levés topographiques avant/après la mise en œuvre des terres en gestion.

L'exploitant a fourni, dans le rapport de missions DIAG - A200/A270 (cf. point 2), **les mesures sur éluât** réalisées le 13/02/2025 sur des échantillons prélevés les 8/01 et le 9/01/2025. Ces résultats sont utilisés par l'exploitant pour justifier la faible probabilité de transfert des polluants vers les eaux souterraines. En effet, malgré la détection de métaux et d'éléments traces métalliques (ETM : plomb, cadmium et mercure) sur brut, les résultats d'analyse sur éluât donnent des résultats sous les seuils de détection pour le cadmium et le mercure et de **0,11mg/kg** et **0,12mg/kg** pour les prélèvements effectués sur les mailles **S18-1** et **S18-2**. Seuls les paramètres Zinc, Sulfates et Fraction soluble ont donnés des valeurs notables.

Le rapport de missions DIAG - A200/A270 fournit également **les mesures sur matériau brut** réalisées le 13/02/2025 sur des échantillons prélevés les 8 et 9/01/2025.

Tétrachloroéthylène : le rapport présente un résultat de **0,23 mg/kg** de MS (matière sèche) uniquement pour la maille de **S8-2** ce qui est supérieur au seuil défini dans le plan de gestion (0,20 mg/kg MS).

HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) : les résultats des mesures ont relevé un résultat de **67 mg/kg** de MS sur la maille de **S6-2** et de **87,8 mg/kg** de MS sur la maille **S14-2** ce qui est supérieur au seuil défini dans le plan de gestion (50 mg/kg MS).

Plomb : les résultats de mesure sur brut indiquent un dépassement du seuil HCSP (Haut Conseil de la santé publique) de **100 mg/kg** pour **18 mailles** et un dépassement du seuil HCSP de **300 mg/kg** pour une maille (**S11-1**, valeur de **360 mg/kg** mesurée).

Mercure : les résultats de mesure sur brut indiquent un dépassement du seuil HCSP de **1 mg/kg** pour 1 mailles (**S13-2**, valeur de **2,3 mg/kg** mesurée).

Cadmium : aucune valeur au-delà de la valeur retenue mais 24 mailles $\geq 0,7\text{mg/kg}$ avec une concentration considérée comme entrant dans la gamme de valeurs observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées d'après l'étude INRA-ASPITET.

Le plan de gestion version n°6 du 24/03/2025 fourni par l'exploitant présente les techniques mises en œuvre. Il propose, compte tenu du bilan coût/avantages, un tri granulométrique par scalpage des matériaux, un confinement par couverture multicouche terreuse et un confinement des mailles présentant des impacts en éléments organiques sous une couverture émulsion bicouche gravillonnée (qui sera la voie d'accès pompier en période d'exploitation du site) pour les mailles S6, S8, S14 qui présentent des valeurs en tétrachloroéthylène et HAP supérieures aux seuils définis dans le plan de gestion et la maille S13 qui présente des valeurs en mercure supérieures au seuil HCSP.

L'exploitant a expliqué que, compte-tenu de l'absence de lixiviation du plomb dans les eaux infiltrées, les mesures de confinement sous une couche terreuse de 40 cm sont suffisantes.

Le rapport de mission A320 : « Mise à jour de l'analyse des enjeux sanitaires intégrant les résultats d'analyses sur les deux confinements » 22063-9 - version n° 1 du 18/03/2025 transmis permet de

conclure, au vu des données acquises et d'après l'analyse réalisée par l'exploitant, à l'absence de risque sanitaire significatif lié au transfert de polluants dans l'air extérieur, dans la configuration proposée dans le plan de gestion.

Le rapport de mission de maîtrise d'Œuvre - phase PCT du 10/04/2025 fourni par l'exploitant présente le planning de réalisation et le détail des activités de gestion de la pollution. Les activités prévues dans ce document sont :

1) Terrassements de l'ensemble des mailles (hors mailles 19 à 22 considérées comme exemptes de déchets), tri ou scalpage pour retirer les déchets de type DIB (déchets industriels banals) des terres et évacuation hors site des déchets en filière agréée.

2) Stockage des terres issues du tri ou scalpage et analyses sur tas par lot de 250 m³. Les matériaux triés et analysés seront replacés dans le confinement après validation de la maîtrise d'œuvre.

3) Mise en place d'une couverture par émulsion bicouche gravillonnée au niveau de la voie pompier du grand confinement pour les terres présentant des impacts éléments organiques (HAP > 50 mg/kg MS, PCE (0,23 mg/kg MS) et mercure (2,3 mg/kg MS) soit les mailles S13, S6, S14 et S8 sur l'horizon 1 à 2 m. Les terres concernées représentent un volume de 697 m³ sur 12 224 m³ de terres mises en stockage.

4) Recouvrement par terre semi-perméable soit 40 cm de terres végétales pour toutes les autres mailles.

La note de synthèse suite aux travaux de terrassement des mailles, tri des déchets, remblaiement des mailles et évacuation hors site des déchets 22063-9 version n°1 du 18/06/2025 fournie par l'exploitant rapporte le déroulement par séquence des travaux planifiés dans le rapport de mission de maîtrise d'Œuvre. Les bordereaux de suivi de déchets fournis en annexe font état de 28,3 tonnes de déchets collectés lors du tri et évacués en filière agréée.

L'exploitant a déclaré que les mailles remblayées ont été géo-référencées. Il a transmis par courriel le 30 juin 2025 les coordonnées des mailles.

Observations :

Les analyses post-tri ont été réalisées par lot de 250 m³ pour chacune des mailles. Certaines mailles non recouvertes par la voie d'accès pompier ont présenté des valeurs supérieures aux seuils définis dans le plan de gestion. Elles sont détaillées ci-après :

- S20 (volume : 490 m³) - Cadmium : 2,1mg/kg MS sur l'un des 2 prélèvements.

- **S7 (324 m³) - Mercure : 5,2 mg/kg pour le seul prélèvement.**

- S11 (392 m³) - HAP : 79,4 mg/kg et Mercure: 1,1 mg/kg pour l'un des 2 prélèvements.

Les mailles suivantes ont montré des teneurs beaucoup plus élevées que lors du diagnostic complété en février 2024 :

- S15 (422 m³) - Plomb : 790mg/kg pour l'un des 2 prélèvements.

- S1 (540 m³) - Plomb : 2200 mg/kg pour l'un des 3 prélèvements réalisés.

L'exploitant a transmis par courriel le 30 juin 2025 une note technique pour préciser, entre autres, les prélèvements et analyses qui ont été réalisés sur cette maille depuis le diagnostic de 2023. La note rapporte les éléments suivants :

« Sur la maille **S7** :

4 prélèvements et analyses ont été effectués (prélèvement lors du diagnostic complémentaire de 2023 et 2025 et prélèvement pendant les travaux). Parmi les 4 prélèvements, seul 2 échantillons ont montré une anomalie en Mercure sur brut supérieure à la valeur d'alerte proposée par le Haut Conseil de la Santé publique (1 mg/kg MS). Ces deux échantillons proviennent des prélèvements

effectués pendant les travaux post-tri à **5,2 mg/kg MS** et des prélèvements effectués en 2023 avant la création du confinement (**1,1 mg/kg MS** correspondant au sondage GE6-1).
Les analyses en Mercure sur éluât sur le sondage S7 lors du diagnostic complémentaire du 08 janvier 2025 et sur le sondage GE 6-1 de caractérisation de la zone 2 du grand confinement après les travaux de 2024 montrent des teneurs inférieures à la limite de quantification [...] »

Les données à dispositions et les analyses réalisées amènent à considérer l'état actuel des terres impactées et le dispositif de confinement suffisant pour couper la voie de transfert de polluant vers l'environnement extérieur (envol de poussières et concentration de vapeurs de composés organiques en deçà de seuils garantissant l'absence de risques sanitaires). Toutefois, le fait que la solution retenue ne permette pas une absence totale d'infiltration d'eau de pluie vers le massif de terres impactées, en dehors de la zone recouverte par la voie pompier en émulsion bicouche gravillonnée, conduit l'inspection à prescrire une surveillance pérenne pour les paramètres éléments traces métalliques (métaux lourds et notamment plomb et mercure), HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) et COHV (Composés Organiques Volatils Halogénés), actuellement déjà définie dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Application de l'Arrêté Ministériel du 2/02/1998

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 2.1. Compléments, renforcement des prescriptions générales

[...]

Les dispositions de l'article 65 bis « Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont appliquées par l'exploitant.

Article 65-bis du 2 février 1998 :

Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution.

[...]

3° [...]

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. [...]

Constats :

L'inspection a constaté que les piézomètres PZ3 et PZ5 disposent d'un repère de nivellement apposé sur une affichelette plastifiée.

Observation : l'exploitant s'assurera que le marquage est pérenne.

L'inspection a constaté que le piézomètre PZ2 a été recouvert par la voie pompier constituée de l'émulsion bicouche gravillonnée. Le piézomètre est situé à l'endroit d'une bouche à clé permettant d'y accéder.

<p>Non conformité :</p> <p>Le piézomètre PZ2 n'est pas identifié (désignation, n°BSS) et le repère de nivellement n'est pas présent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant remesurera la cote NGF et mettra à jour la valeur relevée sur le prochain rapport d'analyse des eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Respect de l'APC - tri des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 2 : Prescriptions concernant la présence de déchets dans les terres polluées</u></p> <p>L'exploitant définit et met en œuvre, pour les déchets (notamment plastiques) aisément séparables (par exemple par hersage, criblage...), une solution d'enlèvement et d'évacuation dans une filière autorisée à les recevoir.</p> <p>Les éventuels déchets résiduels ne devront pas altérer la mise en œuvre et la pérennité de la solution prise en application de l'article 1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué que l'ensemble des mailles (hors mailles 19 à 22 qu'il considère comme exemptes de déchets) ont fait l'objet d'un tri pour retirer les DIB des terres. Les opérations ont été réalisées à l'aide de pelleteuses équipées de godets de curage, godets râpeaux ainsi qu'un tri manuel sur les tas constitués.</p> <p>Les déchets collectés ont ensuite été évacués hors site en filière agréée. L'exploitant a fourni les bordereaux CLA185050460, CLA185050462, CLA185050453 attestant de l'enlèvement de, respectivement, 13,24 tonnes, 10,1 tonnes et 4,96 tonnes de déchets issus du tri des terres excavées des zones de confinement.</p> <p>L'inspection a observé quelques déchets résiduels (verre, plastique dur) d'une taille inférieure à 5 cm sur la zone du grand confinement. L'exploitant a expliqué que ces déchets ne remettent pas en cause le principe de confinement, à savoir la coupure de la voie de transfert par envol de poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect de l'APC - surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 3</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

ARTICLE 3 : Prescriptions concernant la surveillance des eaux souterraines

[...]

b) la surveillance des eaux souterraines prescrite dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement N° 754 du 1er mai 2024 est complétée de la façon suivante.

Les substances à surveiller sont a minima les substances présentes dans les sols qui ont été mises en évidence par les différents diagnostics :

COHV : Composés Organohalogénés Volatils,

HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycyclique,

PCB : Polychlorobiphényles,

Métaux lourds (12) : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc, Antimoine, Baryum, Molybdène.

La liste des paramètres à analyser est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	code Sandre	Paramètre	code Sandre
Chrome (Cr)	1389	Benzo(a)anthracène	1082
Nickel (Ni)	1386	Benzo(a)pyrène	1115
Cuivre (Cu)	1392	Benzo(b)fluoranthène	1116
Zinc (Zn)	1383	Benzo(g,h,i)pérylène	1118
Arsenic (As)	1369	Fluoranthène	1191
Sélénium (Se)	1385	Indéno(1,2,3-cd)pyrène	1204
Cadmium (Cd)	1388	Acénaphène	1453
Molybdène (Mo)	1395	Anthracène	1458

Antimoine (Sb)	1376	Chrysène	1476
Baryum (Ba)	1396	Naphtalène	1517
Mercure (Hg)	1387	Phénantrène	1524
Plomb (Pb)	1382	Pyrène	1537
I n d i c e Hydrocarbures	7007	Dibenzo(a,h)anthracène	1621
Chlorure de Vinyle	1753	Acénaphthylène	1622
Dichlorométhane	1168	Fluorène	1623
c i s - 1 , 2 Dichloroéthylène	1456	Somme des 4 HAP	2033
t r a n s - 1 , 2 Dichloroéthylène	1727	Somme des 6 HAP	6587
Trichlorométhane	1135	Somme des HAP	7484
1,1,1-Trichloroéthane	1284	PCB n° 28	1239
Tétrachlorométhane	1276	PCB n° 52	1241
Trichloréthylène	1286	PCB n° 101	1242
Tetrachloréthylène	1272	PCB n° 118	1243
1,1-Dichloroéthane	1160	PCB n° 138	1244

1,1- dichloroéthylène	1162	PCB n° 153	1245
Somme des COHV	7485	PCB n° 180	1246
D i (2 - ethylhexyl)phtalate	6616	Somme des 7 PCB	7431

La fréquence de réalisation des analyses est celle définie par l'arrêté préfectoral N° 754 du 1er mai 2024, à savoir : la réalisation d'une campagne par mois pendant 6 mois puis une campagne tous les 6 mois.

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection la note de synthèse de la campagne des eaux souterraines, Version n°1 du 03/02/2025.

Ce document rassemble les résultats des 7 campagnes de mesures qui ont été réalisées mensuellement de juillet 2024 à janvier 2025.

Les valeurs notables, pour les substances surveillées que sont le plomb, les HAP, les COHV sont les suivantes :

- Campagne n°3 (septembre 2024) : **Naphtalène (HAP) : 0,03 µg/L** sur PZ1 (amont petit confinement) et **0,02 µg/L** sur PZ3 (aval petit confinement). L'arrêté ministériel (AM) du 11/01/2007 modifié, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe un seuil maximal de concentration pour cette substance à **0,1 µg/L** pour les eaux destinées à la consommation humaine et **1 µg/L** pour les eaux brutes ;
- Campagne n°4 (octobre 2024) : **Tetrachloroéthylène (COHV) : 0,8 µg/L** sur PZ3 (aval petit confinement) et **0,7 µg/L** sur PZ4 (amont grand confinement). La concentration en trichloréthylène était sous le seuil de détection de 0,5 µg/l. L'AM du 11/01/2007 modifié fixe un seuil maximal de concentration pour la somme du tetrachloroéthylène et du trichloréthylène à **10 µg/L** pour les eaux destinées à la consommation humaine ;
- Campagne n°5 (novembre 2024) : Plomb : **24 µg/L** sur PZ1 (amont petit confinement). L'AM du 11/01/2007 modifié fixe un seuil maximal de concentration à pour cette substance à **5 µg/L** pour les eaux destinées à la consommation humaine et à **50 µg/L** pour les eaux brutes ;

Observation :

Compte tenu du résultat de la campagne n°5 (novembre 2024) pour le plomb, et de la proximité du piézomètre amont avec la petite zone de confinement, l'exploitant ne s'est pas interrogé sur la mise en œuvre de mesures et/ou d'analyses complémentaires. L'inspection note toutefois qu'aucune trace de plomb n'a été détectée sur aucun des piézomètres lors des 2 campagnes suivantes, n°6 (décembre 2024) et n°7 (janvier 2025).

L'exploitant s'appuiera sur la « note technique sur les prescriptions de la DREAL basée sur le

rapport d'inspection du 17/11/2024 réf. 22063-4 version n°1 du 12/12/2024 », et présentant notamment les seuils d'alerte relatifs aux résultats d'analyse des eaux souterraines afin de déclencher des campagnes d'analyses complémentaires et des mesures correctives en cas de dépassement des seuils définis dans ce document.

Les campagnes n°1 (juillet 2024), n°2 (août 2024), n°6 (décembre 2024) et n°7 (janvier 2025) n'ont pas permis de détecter les substances mentionnées ci-dessus. Le mercure n'a été détecté lors d'aucune des 7 campagnes de mesures.

Non-conformité :

Le paramètre « indice hydrocarbures » (code Sandre 7007) n'a pas été analysé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Respect de l'APC - bilan quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

ARTICLE 3 : Prescriptions concernant la surveillance des eaux souterraines

Pour le suivi de la qualité des eaux souterraines, les prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral du 01/05/2024 sont complétées par les dispositions suivantes :

[...]

h) La réalisation et la transmission d'un bilan quadriennal : l'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans à partir de 2024, un dossier faisant le bilan des résultats de surveillance des eaux souterraines sur la période quadriennale écoulée et comportant les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer le plan de gestion établi ;
- réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 122-5 II 2° du Code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

Constats :

L'exploitant a expliqué qu'il a bien connaissance de cette prescription.

Il est attendu par l'inspection un bilan pour la période mai 2024-juillet 2028 (campagne de juillet 2028 incluse) d'ici fin 2028.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect de l'APC - ouvrages piézométriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : <u>ARTICLE 4 : Prescriptions concernant les ouvrages piézométriques.</u> <u>Création, entretien et comblement des ouvrages</u> Lors de la réalisation d'un forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distincte et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire l'ensemble des ouvrages de surveillance (anciens et nouveaux) à la Banque du Sous-sol, auprès du service géologique régional du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM). Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
Constats : <u>Observation :</u> Suite à la non-conformité relevée au point de contrôle n°2, l'exploitant mettra à jour les informations relatives au PZ2 s'il s'avère que ses caractéristiques ont été modifiées, et les transmettra à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect de l'AP - confinements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : <u>CHAPITRE 2.1. Compléments, renforcement des prescriptions générales</u> Pour la protection des eaux souterraines, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par les dispositions suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un grillage avertisseur en partie basse, [...]2,1 <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un grillage avertisseur en partie haute du confinement, • Remblaiement contre-voile et remblaiement par 40 cm de terre végétale au-dessus du confinement, [...]
Constats : L'exploitant a expliqué qu'un grillage avertisseur a été installé au fond de chacune des 2 zones de confinement ainsi qu'en partie haute, sous le remblai de 40 cm de terre végétale. L'inspection a pu constater la présence de terre végétale sur l'ensemble des 2 zones de confinement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect de l'AP - ARR et dossier instruction servitude

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/05/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : <u>CHAPITRE 2.1. Compléments, renforcement des prescriptions générales</u> Pour la protection des eaux souterraines, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par les dispositions suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une Analyse des Risques Résiduels après travaux, • Réalisation d'un dossier d'instruction de servitude. [...]
Constats : L'exploitant a expliqué qu'il va transmettre à l'inspection un rapport d'Analyse des Risques Résiduels après travaux. L'exploitant va également transmettre un dossier d'instruction de servitude. L'inspection reste dans l'attente de la transmission de ces éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois